

09.03.2010 06:15 Eclairage
Bamako

Promotion de la paix - La crise politique en Côte d'Ivoire risque de s'enliser

Par Katja Remane, ATS

Alors que le président togolais Faure Gnassingbé cherche une légitimité par les urnes, les dirigeants ivoiriens multiplient les prétextes pour reporter l'élection présidentielle. Le statu quo risque de durer encore de longs mois.

"Les acteurs-clés n'ont aucune urgence à organiser les élections en Côte d'Ivoire", a relevé l'analyste ivoirien Gilles Olakounlé Yabi lors d'un cours africain de maintien de la paix à Bamako. Ce cours, soutenu par Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), forme 25 experts civils et militaires de toute l'Afrique, en vue de leur déploiement dans des opérations de maintien de la paix.

Avec ou sans élections

Selon M. Yabi, l'objectif principal du président Laurent Gbagbo est de garder son poste, avec ou sans élections. Celui du premier ministre Guillaume Soro, son ancien rival et leader des Forces nouvelles (FN, ex-rebelles), est de conserver son poids politique. Ce qui implique soit l'organisation de "bonnes élections", soit une alliance avec le candidat qui a les meilleures chances de gagner la présidentielle, soit le statu quo, explique-t-il.

Les élections sont constamment reportées depuis la fin du premier mandat de M. Gbagbo en 2005. La raison évoquée est l'invalidité des listes électorales. Le président veut rayer les électeurs du nord, considérés non-ivoiriens sur la base de leur patronyme. Le nord est contrôlé militairement et économiquement par les FN.

Devenus apatrides

La question de l'"ivoirité" - apparue au milieu des années 1990 sous l'impulsion du président Henri Konan Bédié - a plongé dans une profonde crise identitaire ce pays composé de plus de 60 ethnies.

De nombreux Africains de seconde génération nés en Côte d'Ivoire sont ainsi devenus apatrides, a constaté une participante au cours, elle-même originaire du nord et qui travaille pour l'opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI). Elle se dit passablement énervée que les habitants du nord soient constamment soumis à des tracasseries administratives pour justifier leur nationalité.

Avant la crise, la Côte d'Ivoire était une terre d'immigration. Un quart de sa population sont des étrangers originaires des autres pays de la sous-région. La plupart d'entre eux vivent dans le nord du pays.

Pour l'Ivoirienne, "on ne va pas trouver de sortie de crise tant qu'on ne prendra pas en compte les acteurs cachés, ceux pour qui la rébellion étaient censée se battre (les non-Ivoiriens du nord), mais qu'on oublie aujourd'hui parce que les gens au pouvoir ont d'autres intérêts".

M. Yabi souligne en outre le problème posé par l'aile militaire des Forces nouvelles. Pour les anciens combattants, la sortie de crise signifie surtout une énorme insécurité. Ils demandent des garanties crédibles sur leur statut futur (impunité pour les crimes de guerre).

Depuis Noël 1999

La Côte d'Ivoire est dans une situation de crise politico-militaire depuis le coup d'Etat qui a renversé M. Konan Bédié en décembre 1999. Le chef de la junte Robert Gueï est battu par M. Gbagbo à la présidentielle d'octobre 2000, mais il refuse de reconnaître le résultat. Il devra toutefois quitter le pouvoir après des violences post-électorales qui font environ 300 morts.

En septembre 2002, une rébellion prend les armes dans le nord du pays pour renverser le président Gbagbo. Cinq ans plus tard, un accord de paix est signé à Ouagadougou, prévoyant notamment la nomination de Guillaume Soro comme premier ministre.

Mais la crise politique perdure toujours, a constaté M. Yabi. Aujourd'hui, une grande partie de la population est très en colère contre la classe politique. Mais elle n'a pas les moyens d'intervenir et n'est pas dans le besoin non plus. Pour toutes ces raisons, le politologue pense qu'il n'y aura pas d'élections avant plusieurs mois, voire avant la fin de l'année.

Promotion de la paix - Formation d'experts africains pour résoudre les conflits en Afrique

Les guerres sont nombreuses en Afrique et souvent profondément enracinées. Pour les résoudre, il est important que des experts africains puissent être déployés sur le continent noir. C'est l'objectif de l'Ecole de maintien de la paix (EMP) de Bamako, soutenue par la Suisse.

"La seule solution est de former un pool de médiateurs internationaux africains, car les Occidentaux ne sont pas toujours capables de saisir la logique africaine", a dit à l'ATS l'expert en médiation du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) Julian Thomas Hottinger, à l'issue de son module sur la médiation.

L'Union africaine (UA) est précisément en train de constituer un pool de négociateurs africains, a-t-il ajouté.

Le colonel français Charles-René Hocquemiller, directeur des études de l'EMP, abonde dans son sens. Son objectif est de former des cadres et instructeurs africains, pour qu'à l'horizon 2015, les missions de maintien de la paix tout comme l'école de Bamako puissent être entièrement dirigées par des Africains.

Le but de l'EMP est notamment la montée en puissance - prévue pour fin 2010/2011 - de la Force africaine en attente (FAA), une troupe mixte de maintien de la paix avec une forte composante civile qui dépend de l'Union africaine (UA).

Soutien suisse

L'institution de Bamako est le seul centre d'excellence dans ce domaine en Afrique francophone. Aujourd'hui, 60% des opérations de maintien de la paix se déroulent en Afrique francophone, mais 75% des troupes sont anglophones.

"Le soutien de la Suisse à l'EMP fait partie de notre politique étrangère de maintien de la paix", a pour sa part expliqué l'ambassadeur Charles-Edouard Held qui représente la Suisse au conseil d'administration international de l'EMP.

"L'Afrique de l'ouest est importante à cet égard, car c'est une région assez instable. C'est important que la Suisse soit présente", a-t-il ajouté.

En 2009, la division politique IV du DFAE (sécurité humaine) a envoyé à Bamako une conseillère pour la consolidation de la paix en Afrique de l'ouest, ainsi qu'un instructeur civil à l'EMP.